



Parlons encore du 17 octobre 1961

La guerre de libération du peuple algérien dure depuis 7 ans. Les négociations entamées à Evian en mai entre le gouvernement français et le FLN ont échoué. De Gaulle est président de la république, Debré (fervent partisan de l'Algérie française) est 1^{er} ministre, Frey est ministre de l'intérieur et Papon préfet de police. Tous ces personnages ont une responsabilité directe dans ce qui se révélera, malgré les dénégations officielles encore en cours aujourd'hui, être le massacre d'au moins 300 manifestants algériens. Ils voulaient exprimer leur volonté de voir leur pays colonisé par la France devenir indépendant, par une manifestation pacifique. Cette guerre d'indépendance n'est pour le gouvernement français que des « opérations de maintien de l'ordre ».

Dès 1954 la répression contre les combattants du FLN est initiée par les socialistes (alors SFIO) : Mitterrand, (partisan de l'Algérie française), plusieurs fois ministre à cette époque, organise la répression et Guy Mollet, président du conseil (1^{er} ministre) envoie la masse du contingent des appelés maintenir l'ordre. C'est dès cette période que des éléments de l'armée française emploient la torture et l'assassinat contre les algériens. Lacoste puis Soustelle (hommes de gauche !!) nommés successivement gouverneur général de l'Algérie, œuvrent à la répression. Soustelle finit même dans les rangs de l'OAS. C'est vers la fin de cette guerre, sous la pression du peuple français qui aspire à la paix, que les socialistes parlent d'indépendance.

Ce 17 octobre, à l'appel du FLN une manifestation pacifique se déroule contre le couvre feu imposé aux algériens en métropole et pour la réouverture des négociations et l'indépendance. Une manifestation non violente. Mais Papon n'a rien perdu de ses ardeurs zélées qu'il exerça avec Vichy, la répression et l'organisation de crimes contre l'humanité, il connaît ! A mots couverts quelques jours avant la manifestation il déclare au responsable de la police « réglez vos affaires avec les algériens vous-mêmes. Quoi qu'il arrive vous êtes couverts ». Il est entendu par une police en partie noyauté par l'extrême droite. Le guet-apens tendu par les supplétifs du pouvoir est efficace face à une manifestation qui surprend tout le monde par son ampleur. Plus de 11000 manifestants sont arrêtés conduits au veld 'hiv (!) et à Vincennes. Le long de la Seine on estimera à 300 voire plus le nombre d'algériens qui sont jetés dans le fleuve. Plusieurs jours plus tard des corps sont encore repêchés du côté du Havre. Le bilan officiel sera de 2 morts ! Jamais ces crimes ne seront reconnus par le pouvoir en France. Papon lors de

son procès à Bordeaux pour crime contre l'humanité et collaboration active avec Vichy parlera de règlement de compte entre le [FLN](#) et le [MNA](#) !

Le capital n'a jamais renoncé à exploiter les peuples sous diverses formes. 50 ans après l'accession à l'indépendance de pays colonisés, ses méthodes ont peu changé. Il ne renie rien, au contraire. Il y a quelques années la droite a tenté de valoriser officiellement les bienfaits de cette colonisation. Et à l'occasion de ce cinquantième anniversaire la municipalité de Neuilly où de nombreux algériens ont été jetés dans la Seine, a refusé de participer à cette commémoration. Quant à Hollande qui s'est rendu le lendemain de son "investiture " pour participer à une cérémonie sur ces mêmes lieux, il n'a fait aucune allusion aux attitudes des uns et des autres lors de ces événements. On comprend pourquoi.

www.sitecommunistes.org